



**ARRÊTÉ n° PREF-SAPPIE-BE-2022-0010
du 13 janvier 2022**

**portant ouverture d'une enquête publique relative à une demande d'autorisation
environnementale pour l'exploitation d'une unité de pyrolyse de caoutchouc
située sur le territoire de la commune de Saint-Valérien,
présentée par la SAS ALFYMA**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement Livre V, Titre 1er relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, ainsi que les chapitres II (évaluation environnementale) et III (Participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement) du Titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;

VU la demande reçue le 27 septembre 2019, complétée les 7 mai 2021 et 21 octobre 2021, par laquelle la SAS ALFYMA sollicite l'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une unité de pyrolyse de caoutchouc sur le territoire de la commune de Saint-Valérien ;

VU le dossier comprenant une étude d'impact produit à l'appui de la demande susvisée ;

VU le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées en date du 9 décembre 2021 ;

VU l'ordonnance du Président du Tribunal Administratif de Dijon en date du 15 décembre 2021, désignant Monsieur Gérard FARRE SEGARRA, colonel honoraire de gendarmerie, en qualité de commissaire enquêteur ;

CONSIDÉRANT que la SAS ALFYMA sollicite une autorisation environnementale pour l'exploitation d'une unité de pyrolyse de caoutchouc sur le territoire de la commune de Saint-Valérien ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre cette demande à enquête publique, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Une enquête publique de 32 jours consécutifs sera ouverte à la mairie de Saint-Valérien du vendredi 11 février 2022 (9 h 00) au lundi 14 mars 2022 (17 h 00) inclus, relative à la demande d'autorisation environnementale, présentée par la SAS ALFYMA, en vue de l'exploitation d'une unité de pyrolyse de caoutchouc sur le territoire de la commune de Saint-Valérien.

ARTICLE 2 : Les pièces du dossier comprenant une étude d'impact ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de Saint-Valérien pendant toute la durée de l'enquête du vendredi 11 février 2022 au lundi 14 mars 2022 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le commissaire enquêteur sera présent :

à la mairie de Saint-Valérien les :

- vendredi 11 février 2022 de 09 h 00 à 12 h 00,
- mercredi 16 février 2022 de 14 h 00 à 17 h 00,
- samedi 26 février 2022 de 09 h 00 à 12 h 00,
- mardi 8 mars 2022 de 15 h 00 à 18 h 00,
- lundi 14 mars 2022 de 14 h 00 à 17 h 00,

pour recevoir en personne les observations et propositions du public, dans le respect des mesures barrières en vigueur au titre du cadre sanitaire lié à la COVID 19, qui seront consignées sur les registres ouverts à cet effet.

Les observations que soulève le projet pourront également être adressées :

- **sur un registre dématérialisé**, à l'adresse suivante :
<https://www.registre-dematerialise.fr/2883>
- **par voie électronique**, à l'adresse e-mail associée au registre dématérialisé suivante :
- enquete-publique-2883@registre-dematerialise.fr
- **par courrier**, au commissaire enquêteur, à la mairie de Saint-Valérien, siège de l'enquête.

Les observations et propositions transmises par voie électronique à l'adresse e-mail susmentionnée seront consultables sur le registre dématérialisé.

ARTICLE 3 : Le dossier complet de demande d'autorisation environnementale pourra être consulté sur le site Internet des services de l'État dans l'Yonne à l'adresse suivante : www.yonne.gouv.fr (Rubrique Politiques publiques / Environnement / Installations classées / Enquêtes publiques).

Le dossier pourra également être consulté, du 11 février 2022 au 14 mars 2022 sur un poste informatique mis à disposition du public à la préfecture de l'Yonne à Auxerre (Bureau de l'Environnement) de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h à 16 h 30, sur rendez-vous en téléphonant au 03.86.72.78.17 ou 03.86.72.79.89.

ARTICLE 4 : Le conseil municipal de Saint-Valérien, celui des communes de Montacher-Villegardin, Dolloot, Brannay, dont une partie du territoire est touchée par le rayon d'affichage réglementaire de 2 km autour du site concerné, ainsi que le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Gâtinais en Bourgogne seront appelés à donner leur avis dès l'ouverture de l'enquête publique.

Ces avis ne pourront être pris en considération que s'ils sont exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête. Hors délais ou non exprimés, ils seront réputés favorables.

ARTICLE 5: Un avis au public comportant toutes indications concernant l'enquête sera affiché, aux frais de la SAS ALFYMA, par les soins des maires, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci à la mairie de Saint-Valérien et dans les mairies de Montacher-Villegardin, Dollo, Brannay ainsi que dans le voisinage de l'installation projetée, visible de la voie publique de manière à assurer une bonne information du public, à tous endroits où l'attention des tiers sera suffisamment attirée.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires des communes ci-dessus énoncées.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage du site, visible et lisible de la voie publique.

Les affiches devront mesurer au moins 42 cm x 59,4 cm (format A2) et comporter le titre « Avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2cm de hauteur. Les informations seront écrites en caractères noirs sur fond jaune.

Cet avis sera également publié sur le site Internet des services de l'Etat dans l'Yonne, dans les mêmes délais, à l'adresse suivante : www.yonne.gouv.fr / Politiques-publiques / Environnement / Installations classées / Enquêtes publiques.

ARTICLE 6 : L'enquête sera également annoncée quinze jours au moins avant son ouverture et dans les huit premiers jours de celle-ci par les soins des services préfectoraux, dans les journaux « L'Yonne Républicaine » et « L'Indépendant de l'Yonne ».

Les frais de publication seront à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 7: Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, après information du Préfet et avis de l'exploitant, prolonger l'enquête publique pour une durée maximale de quinze jours.

ARTICLE 8: A l'expiration de la durée de l'enquête, fixée à l'article 1 du présent arrêté, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui convoquera dans la huitaine le responsable de la SAS ALFYMA et lui communiquera sur place les observations et propositions écrites et orales consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai maximum de quinze jours, un mémoire en réponse.

ARTICLE 9 : Le commissaire enquêteur rédigera d'une part, un rapport comportant le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

ARTICLE 10 : Le commissaire enquêteur transmettra à la préfecture de l'Yonne le registre et les pièces annexées avec le rapport et les conclusions motivées, dans un délai de trente jours à l'issue de l'enquête publique. Il adressera simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Dijon.

ARTICLE 11 : Le Préfet adressera, dès réception, copie du rapport et des conclusions aux maires des communes mentionnées à l'article 4 du présent arrêté, ainsi qu'au responsable de la SAS ALFYMA.

Par ailleurs, toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, ainsi que du mémoire en réponse du demandeur, à la préfecture ou dans les mairies susmentionnées.

Ces éléments seront également mis à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Yonne, pour une durée qui ne peut être inférieure à un an à compter de la décision finale.

ARTICLE 12 : La décision prise par le Préfet, à l'issue de la procédure, est une autorisation environnementale assortie du respect de prescriptions ou un refus.

ARTICLE 13 : Toute information sur le projet peut être demandée auprès de M. Christian D'EMAL, en charge du dossier pour la SAS ALFYMA ZAC du Prieuré - 17 Av Christian Doppler 77700 BAILLY ROMAINVILLIERS dont les coordonnées sont les suivantes : christian.demal@alfy.ma.fr tel : 01 60 04 21 28

ARTICLE 14 : La Secrétaire générale de la préfecture, les maires de Saint-Valérien, Montacher-Villegardin, Dollot, Brannay et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera adressé :

- au Sous-préfet de Sens,
- au Directeur Départemental des Territoires de l'Yonne,
- au Président du Tribunal Administratif de Dijon,
- à la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur de la SAS ALFYMA.

Fait à Auxerre, le **13 JAN. 2022**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,


Dominique YANI